

ramses 2023

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



L'EUROPE DANS LA GUERRE

- L'EUROPE AU DÉFI
- LA GUERRE EST LÀ : ENJEUX, MOYENS
- ORDRES ET DÉSORDRES AFRICAINS

DUNOD

La Russie dans la guerre



Un choc aux multiples conséquences

La guerre d'Ukraine est un bouleversement lourd pour Moscou. Son économie semble résiliente, mais les sanctions occidentales n'ont pas encore atteint leur plein effet. Le régime a gardé ses soutiens mais une guerre longue pourrait les affaiblir. La Russie n'est pas isolée internationalement, mais nulle architecture de sécurité n'est désormais négociable avec elle en Europe.

Le 24 février 2022, la Russie déclenchait son offensive sur l'Ukraine. Cette guerre est l'une des conséquences directes de l'évolution du système autoritaire de Vladimir Poutine. La solitude du leader vieillissant, l'emprise des *siloviki* (agents des structures militaires et de renseignement) sur la vie politique, l'éviction du champ politique de toute opposition, et le contrôle des médias et du Parlement par le Kremlin ont fait qu'aucune force intérieure ne pouvait prévenir – ou s'opposer à – cette prise de décision désastreuse, y compris pour les intérêts de long terme de la Russie.

La résistance farouche des Ukrainiens et l'aide de l'Occident qui leur livre massivement des armes ont obligé Vladimir Poutine à réviser à la baisse ses objectifs de guerre en se concentrant sur le Donbass et certaines régions du sud du pays, comme Kherson et une partie de Zaporojié. Les dynamiques militaires sur le terrain, en évolution rapide, ne permettent pas pour l'heure d'envisager de véritables pourparlers, et encore moins une véritable issue du conflit.

Les vrais objectifs stratégiques de Poutine ont été dévoilés dans les premiers jours de la guerre avec l'attaque contre Kiev : la fin de la souveraineté de l'Ukraine et le retour de cette dernière dans le giron de Moscou. Mais de toute évidence la guerre sera durable, avec des séquences de baisse et de reprise des tensions, de négociations et de regain des combats : une guerre d'usure où chacun vise l'épuisement de l'adversaire. L'économie ukrainienne est saignée à blanc : certains pronostics évaluent les pertes à hauteur de 50 % de son produit intérieur brut (PIB). Quant à la Russie, après un premier choc, son économie paraît résister aux sanctions, alors qu'une grande partie de la population et des élites semble soutenir l'« opération militaire spéciale ». Les conséquences de long terme pour le système Poutine sont pourtant difficilement calculables.

La résilience économique en question

Aucun pays n'a jamais été aussi lourdement sanctionné : le cas russe est sans précédent. Les propos de certains responsables occidentaux laissent entendre que les sanctions doivent mettre à genoux l'économie russe. C'est en effet comme une véritable guerre économique que les Russes perçoivent les sanctions occidentales, dont la vraie limite semble être la dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz russes, et la crainte d'une déstabilisation économique et sociale des pays européens. C'est ce qu'ont montré les difficultés qu'a eues l'Union européenne (UE) à s'entendre sur un sixième train de sanctions comprenant un embargo sur les livraisons de pétrole russe par voie maritime. Les chancelleries occidentales ne semblent pourtant plus penser que les sanctions pourraient infléchir le comportement de Vladimir Poutine ou aboutir à un changement de régime à Moscou. Leur objectif est de ne pas laisser impunie l'agression russe contre un État souverain et de contraindre autant qu'il est possible le financement de la guerre de la Russie dans la durée.

Pour l'heure, l'économie russe fait preuve de résilience. Après une forte chute, le cours du rouble, première victime des sanctions, s'est stabilisé grâce à l'excédent commercial et aux restrictions sur les opérations en devises imposées par la Banque centrale. La Russie s'était préparée aux sanctions depuis 2014, que ce soit par la substitution aux importations dans le secteur agroalimentaire ou par la création d'un système national de transferts financiers, lequel a assuré la continuité des transactions à l'intérieur du pays après que le système SWIFT eut été coupé pour plusieurs banques. La flambée des prix des hydrocarbures implique que leurs exportations continuent à rapporter des recettes considérables au budget russe, même si les ventes se négocient avec d'importantes remises, par exemple sur le marché indien. Dans le contexte des sanctions, le rôle de la Chine est crucial pour la Russie : Moscou devient beaucoup plus dépendant de Pékin qu'auparavant, même si la Chine ne se précipite guère pour remplacer les Occidentaux, ses compagnies craignant le caractère extraterritorial des sanctions américaines. Quant aux compagnies occidentales, nombre d'entre elles ont quitté la Russie, parfois sans être directement concernées par les sanctions.

Les Russes ressentent la crise avant tout à travers une inflation importante : + 17,4 % depuis le début de l'année. Certains secteurs sont déjà lourdement touchés. Ainsi la vente des automobiles – souvent la première touchée dans les crises – accuse-t-elle une chute de 83,5 % en mai. L'aéronautique est un autre secteur en difficulté : en avril 2022, la compagnie nationale Aeroflot a transporté 35 % de voyageurs de moins qu'un an auparavant. Une partie du parc aérien des compagnies russes devrait être utilisée pour les pièces détachées que l'Occident refuse désormais de fournir. La dépendance de la Russie, très intégrée à l'économie mondiale, à l'égard des équipements, pièces et technologies occidentales risque de mettre en péril plusieurs secteurs. « Nous ne réalisons pas encore pleinement ce qui est en train de se passer », déclarait début juin Alexeï Mordachov, magnat de l'acier russe dont la compagnie a été coupée des fournisseurs de logiciels et d'équipements occidentaux. Dans ses prévisions de juin, la Banque centrale russe prévoit une chute de 7,5 % du PIB pour l'année en cours, alors que l'UE laisse planer le spectre d'un septième paquet de sanctions qui pourrait concerner les livraisons du gaz russe, auxquelles certains pays européens comme la Pologne ou la Bulgarie ont déjà renoncé.

Élites et société : soutien jusqu'où ?

La guerre a donné une nouvelle ampleur aux tendances déjà bien réelles du régime autoritaire de Vladimir Poutine, le poussant sur une pente totalitaire, notamment en matière d'endoctrinement renforcé à l'école. Les protestations ou pétitions signées contre la guerre aux premiers jours du déclenchement de l'offensive se sont étioilées depuis l'adoption, début mars, d'une loi pénalisant sévèrement la propagation de « *fake news* » sur l'action de l'armée russe et interdisant même de parler de guerre : il ne s'agirait que d'une « opération militaire spéciale »... Les derniers médias indépendants ont été fermés. Des dizaines de milliers de personnes ont émigré depuis le début de la guerre, dont beaucoup de journalistes : les uns ouvrent des rédactions en exil (comme *Novaïa Gazeta* ou la chaîne de télévision indépendante Dojd), d'autres continuent à exister essentiellement *via* YouTube (comme la radio Écho de Moscou), pour l'heure encore accessible en Russie.

Abreuvée de propagande, menacée de répression, privée de leaders d'opposition (même en prison, l'opposant Alexeï Navalny ne cesse d'être l'objet de poursuites nouvelles pouvant allonger la durée de sa peine), la population russe est peu susceptible de se mobiliser dans l'immédiat. Les sondages indiquaient au début un soutien affiché à l'opération militaire, même chez ceux qui n'étaient pas de fervents partisans de Vladimir Poutine. Le discours sur le nazisme ukrainien, sur le « génocide » dans le Donbass, sur l'avancée inexorable de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et la menace occidentale semblait trouver preneur. Les sanctions, y compris celles contre les sportifs et les artistes, confirment aux yeux des Russes l'hostilité de l'Occident. Une certaine fatigue émotionnelle commence pourtant à percer : les Russes suivent les événements d'Ukraine avec moins d'attention, et il est possible que la durée de la guerre et la dégradation des conditions économiques et sociales, alors même qu'un effort considérable devra être consenti pour la reconstruction du Donbass, réduisent le soutien à Poutine, sans forcément se traduire par la recherche d'une démocratisation et d'un nouveau rapprochement avec l'Occident.

Quant aux élites, leur état d'esprit a aussi connu quelque flottement depuis le début de la guerre. Le premier choc a laissé place au soutien et à l'adaptation aux nouvelles conditions, avant de générer une grogne sourde du fait de l'enlisement de l'opération. Elles ont beaucoup à perdre des sanctions : les conditions de vie se sont dégradées, les possibilités de s'enrichir se sont réduites. Le spectre des répressions plane sur de futurs boucs émissaires. Des mouvements peu lisibles de l'extérieur s'ébauchent dans les élites : les disparitions et réapparitions de généraux et hauts responsables des services de renseignements – à commencer par le ministre de la Défense Sergueï Choïgou et le chef d'état-major Valeri Guerassimov, ce dernier n'ayant pas pris part aux célébrations du Jour de la Victoire le 9 mai –, suscitent de multiples rumeurs. Combinées aux bruits sur la possible maladie de Poutine, elles font planer quelque doute sur la cohérence de la gestion de l'opération militaire. Quant aux élites économiques, elles subissent autant de pertes personnelles que de reculs d'actifs de leurs entreprises : l'investissement de longue durée dans la relation avec l'Occident ne leur a pas été d'un grand secours.

Le pouvoir de Vladimir Poutine n'est sans doute pas menacé à court terme. Mais, selon le déroulement et l'issue de l'opération, sa réélection en 2024 pour un

cinquième mandat pourrait s'avérer source de désaccords entre les groupes d'influence et les pousser à chercher un successeur susceptible de recueillir le consensus nécessaire à la gestion de la transition.

La Russie est-elle isolée ?

Dans cette crise, la Russie est moins isolée qu'il n'y paraît. La résolution du 2 mars de l'Assemblée générale des Nations unies qui exigeait le retrait des forces russes d'Ukraine a été votée par une grande majorité (141 pays sur 193) ; mais parmi les 35 abstentions figurent plusieurs pays africains, ainsi que la Chine et l'Inde. Les abstentions ont été encore plus nombreuses lors du vote de la résolution du 7 avril sur la suspension de la Russie du Conseil des droits de l'homme pour « violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme » en Ukraine. Plus qu'à un vrai soutien à l'agression russe contre l'Ukraine, ces prises de position font écho aux rancunes accumulées contre l'Occident.

Les relations de la Russie avec ce dernier porteront longtemps les séquelles des événements actuels. À ce stade, nulle discussion sur l'architecture de sécurité européenne n'est plus possible. L'adhésion de la Finlande et de la Suède allongera la frontière terrestre entre OTAN et Russie, risquant de pousser Moscou à renforcer sa présence militaire au nord-ouest et de générer de nouvelles tensions dans l'Arctique.

L'unité et la crédibilité de l'Occident sont en jeu. L'équilibre entre intérêt collectif et égoïsmes nationaux se cherche, à travers les positions hongroises sur le gaz russe, les livraisons de drones turcs à l'Ukraine, les tentatives d'Ankara d'entraver l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN. Deux camps se dessinent dont la composition ne surprend pas : les uns (Pologne, États baltes, États-Unis, Royaume-Uni) adoptent une approche intransigeante face à Moscou, prônant une victoire ukrainienne ; d'autres, plus conciliants (France, Allemagne), insistent sur l'importance de la voie diplomatique et montrent une préoccupation de « ne pas humilier la Russie » (Emmanuel Macron).

L'Occident joue gros dans la guerre d'Ukraine, qui révolutionne la situation stratégique et politique en Europe et au-delà, et ouvre les portes de potentielles crises énergétique, alimentaire et migratoire.

T. K.-J.

Pour en savoir plus

- M. Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Actes Sud, mars 2022 [2^e édition].
- J. de Gliniasty, *La Russie, un nouvel échiquier*, Paris, Eyrolles, avril 2022.
- D. Teurtrie, *Russie : le retour de la puissance*, Paris, Armand Colin, novembre 2021.

Voir également la carte « La Russie dans son environnement régional », page 355 de cet ouvrage.

